

MEDECINE TRADITIONNELLE QUEL AVENIR ?



Donald ZONGO

La santé est une notion qui nous interpelle tous car elle constitue une bonne base de tout développement ; la médecine traditionnelle est née d'un usage très ancien chez les humains depuis leur apparition sur terre, dans le traitement de divers problèmes de santé à l'aide de plantes, racines et écorces d'arbres. Avec l'évolution des choses et le développement des sciences est apparue la médecine moderne qui a permis des traitements plus efficaces et scientifiques de maux divers tels les travaux du célèbre Louis Pasteur sur la rage.

Même si elles aspirent au même objectif, à savoir le maintien d'un certain équilibre physique et mental du corps humain, la médecine moderne et la médecine traditionnelle restent bien deux sciences très différentes de par leurs applications dans le traitement des maladies et de par les qualités professionnelles de leurs prestataires ! Pour toutes ses raisons elles ne peuvent être placées sur le même pied d'égalité. A l'origine d'ailleurs, il faut le souligner, ces deux médecines avaient été différemment baptisées : l'aliopathie pour la médecine moderne et la naturopathie pour celle dite traditionnelle.

La première regroupant l'ensemble des thérapies chimiques, c'est-à-dire toutes celles fondées sur la base des produits élaborés en laboratoire à partir de formules chimiques bien déterminées et scientifiquement démontrables est devenue avec les progrès, la médecine moderne ; quant à la seconde, rebaptisée médecine traditionnelle se définit comme un ensemble de méthodes s'appuyant soit sur les plantes soit sur l'argile pour traiter les patients et regroupe la phytothérapie, la pharmacopée et l'hydrothérapie.

Aujourd'hui même s'il est vrai que la médecine moderne est au devant de la scène à travers le monde, force est de reconnaître que la médecine traditionnelle reste encore d'actualité ; elle est encore très ancrée dans la plupart des cultures d'origines africaine et même asiatique. La pharmacopée traditionnelle en est de nos jours l'expression la plus populaire car elle est très prisée et usitée.

L'une des raisons avancées par ses adeptes est sa gratuité. En effet, la consultation chez un guérisseur est généralement et économiquement plus supportable que chez un médecin à l'hôpital ou dans une clinique. Mieux il convient de souligner l'aptitude de la médecine traditionnelle à pouvoir soigner certains maux que la médecine moderne n'est jusque-là pas parvenu à guérir telle l'hémorroïde

encore appelée « kôkô ».

En dépit de toutes ces réalités si évidentes et avantageuses, la médecine traditionnelle est relayée au second plan.

D'abord, parce qu'elle regorge en son sein des prescripteurs, les guérisseurs, charlatans et autres marabouts, qui n'inspirent pas confiance même s'ils utilisent des plantes et autres décoctions dans leurs soins.

Ensuite ces derniers travaillent sur la base de pratiques mystiques, d'incantations diverses et d'élucubrations, toutes douteuses les unes que les autres.

De plus, en l'absence d'un certain professionnalisme dans le domaine, la grande majorité des guérisseurs, de plus en plus nombreux, apparaissent plus des usurpateurs que de sérieux praticiens car ils n'ont jamais reçu de sérieuses formations en techniques de soins ou même en ignorent. C'est ainsi par exemple que de nombreux malades ont succombés à leurs maladies ou ont été escroqués par de pareils individus dépourvus d'une sérieuse morale professionnelle.

La médecine traditionnelle est aussi considérée comme celle des pauvres, des paysans, et autres villageois incapables de supporter les charges financières et économiques exigibles lors des traitements en médecine moderne.

Elle serait pour ainsi dire à la portée de n'importe quelle bourse et donc digne de peu d'intérêts ni de confiance. Une autre réalité non moins importante de cette médecine est l'absence véritable



suite page 14

Suite Reportage QUAND LES ELEPHANTS SEBATTENT ETUDIANTS ≠ AUTORITES !

subterfuges diverses pour ne pas accéder à leurs requêtes depuis trois ans. Pour toutes ces raisons, a-t-il confirmé, la détermination des étudiants à avoir gain de cause sera la plus ardue possible !

Lors du passage devant les locaux du Centre National des Œuvres Universitaires (CENOU), une hystérie générale de mise en garde a éclaté à l'encontre de toute sa direction également tenue pour responsable de leurs misères.

Ce qu'on peut retenir de ce mouvement étudiant, c'est l'efficacité et l'ordre dans lequel il s'est déroulé; aucun incident dramatique n'a pu y être déploré comme cela se faisait de par le passé ! Mieux il n'a pas été fondé sur des valeurs ou raisons politiciennes autrement que sur celles qui valoriseraient le bien-être de l'étudiant burkinabè.

Assisterions-nous alors à une sérieuse évolution positive des mentalités de la société burkinabè vers l'adoption d'attitudes et de comportements citoyens ou serait-ce là une manifestation d'un essoufflement des mouvements de revendication ?

Alors que les étudiants s'apprêtaient à marcher sur leur ministère le lundi 21 mars 2007 le Conseil des Ministres du 16 mai intervenu certains points de leurs revendications : le taux de la bourse augmente de 8% à partir de la 1ère année et son contingent passe de 500 à 1000 par an, le critère de l'ancienneté du bac pour l'octroi de l'aide est supprimé, l'aide passe de 130 000 f cfa par an à 150 000 f cfa et elle s'étend de la 1ère à la 3ème année au lieu de la 1ère à la 2ème année comme par le passé, il a une promesse d'ouverture de l'Université Ouaga II pour la rentrée 2007-2008, le principe du calendrier clair pour l'année académique et du paiement de l'aide, celui de la remise des copies d'examens et l'affichage de leurs corrections sont acquis, la promesse de résolutions des revendications des étudiants de l'U.F.R./S.D.S.

Ces concessions ont amené les

étudiants à transformer la marche en une Assemblée Générale (A.G.) le 21 mai 07 en vue de les examiner. Elle a donc décidé de la suspension du boycott des activités académiques et hospitalières et a instruit le Comité Exécutif (C.E.) de l'A.N.E.B. afin qu'il rencontre le ministre pour éclairer quelques points ; ce qui fut fait le 22 mai et les autorités ont marqué leur accord pour :

- l'augmentation de l'âge du bénéfice de l'aide de 23 à 25 ans

- le principe d'un redoublement par cycle avec conservation de l'aide

- l'octroi de l'aide à la prochaine rentrée aux étudiants qui avaient été écartés par le critère d'ancienneté du bac

- des mesures transitoires (octroi de l'aide de façon exceptionnelle) aux étudiants actuels qui ne bénéficient pas de l'aide mais qui devaient bénéficier du prêt F.O.N.E.R. à la rentrée prochaine.

Pour finir, le MESSRS a agréé le principe de la consignation de toutes ces réponses sous forme de document qui sera transmis au C.E. de l'A.N.E.B. et celui d'une pause de semaines dans les évaluations afin de permettre aux étudiants de s'y préparer.

La grève est-elle ainsi levée ? Les uns et les autres ont fait chacun un pas pour sauver l'année académique, qu'attendre de plus ? Mais si en plus des points non encore satisfaits, les autorités traînent le pas dans l'exécution des résolutions ainsi prises ou si à la rentrée prochaine 2007-2008, Ouaga II n'est pas prête, alors là...!

suite de la page 14 MEDECINE TRADITIONNELLE QUEL AVENIR?

d'une sérieuse réglementation dans le secteur : les tradipraticiens ne sont pas réellement bien organisés ; ils ne reçoivent aucune formation de base qui puisse leur assurer une relève future et moins encore des valeurs professionnelles dans leurs pratiques quotidiennes : contrairement au médecin, un spécialiste de la médecine traditionnelle ne peut pas délivrer une ordonnance à un patient et même s'il y parvient le patient ne trouvera jamais de pharmacie adaptée qui pourrait le satisfaire. Et les lois qui auraient été votées pour la régir restent inapplicables du fait du caractère épars des connaissances des tradithérapeutes ou de la matière même des naturothérapeutes ou tradipraticiens.

Ainsi l'image de marque de la pharmacopée et de surcroît de celle de la médecine traditionnelle a été ternie.

Pire encore, plutôt que d'être de connivence et travailler en synergie, la médecine traditionnelle et moderne se livrent à une concurrence qui n'a pratiquement pas sa raison d'être car l'une et l'autre de par leurs pratiques se complètent en vérité.

Seules alors de véritables politiques adéquates et nationalistes pourront redorer le blason de la médecine traditionnelle et même permettre de la réconcilier avec la médecine moderne L'Etat devrait en être le principal instigateur de son organisation tout azimut : de la formation à la pratique sur le terrain tout devrait être mis en œuvre pour encore valoriser les connaissances des tradipraticiens C'est seulement à ce prix qu'on pourra profiter largement et convenablement des médicaments et produits issus de cette technique de soins qui reste le berceau de toute la médecine !